

Les attentats du 11 septembre 2001 Dérives, perspective et prospectives

Jean Stafford et Bruno Sarrasin

Volume 20, numéro 3, automne 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1071633ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1071633ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Stafford, J. & Sarrasin, B. (2001). Les attentats du 11 septembre 2001 : dérives, perspective et prospectives. *Téoros*, 20(3), 59–62.
<https://doi.org/10.7202/1071633ar>

Les attentats du 11 septembre 2001

Dérives, perspective et prospectives

Jean Stafford et **Bruno Sarrasin**

Cette chronique porte sur la conjoncture touristique. Elle propose exceptionnellement une brève analyse politico-économique des attentats du 11 septembre 2001 en soulignant ses conséquences sur l'industrie du tourisme.

Les attentats du 11 septembre 2001, qui ont détruit les deux tours jumelles du World Trade Center à New York, ont été abondamment médiatisés. On ne compte plus les spécialistes de toutes provenances qui commentent le passé, le présent et l'avenir de ces événements tragiques et leurs effets sur l'économie et la politique du monde, tant occidental que musulman. Il est vrai que l'ampleur de cet événement – et des actions américaines entreprises pour y répondre – place chacun dans une « incertitude radicale » comme le note Élie Cohen, directeur de recherche au CNRS¹. Certains vont jusqu'à dire que rien ne sera plus comme avant, qu'un nouvel ordre géopolitique devrait naître de la menace terroriste devenue plus réelle que jamais². L'objet de ce court article n'est pas de s'engager dans un débat de conjonctures, même si le titre de la chronique prétend l'annoncer. Nous croyons cependant utile de présenter à nos lecteurs quelques éléments d'analyse et de résumer les principaux effets de ce genre de crise sur l'activité touristique.

Crise conjoncturelle et problèmes structurels

La crise actuelle, stigmatisée par les événements marquant le 11 septembre 2001, ne doit pas occulter les repères historiques qui témoignent de situations « similaires » et permettent de mieux comprendre le présent ou, à tout le moins, de clarifier certains enjeux. Il importe d'abord de souligner que, malgré son caractère spectaculaire, la destruction des deux tours du World Trade Center à New York constitue un facteur aggravant une situation économique déjà difficile et ne représente donc pas la cause principale de la récession aux États-Unis. La lecture est cependant différente sur les plans politique et militaire où l'ampleur et le type de riposte des Américains et de leurs alliés sont loin d'être clarifiés, sans parler du risque que de tels attentats se répètent. De telles conditions nous obligent à proposer une analyse principalement économique, en insistant sur les effets actuels et anticipés sur le secteur du tourisme.

Parmi les analyses publiées au lendemain du 11 septembre, Bruno Abescat, Georges Dupuy et Corinne Lhaïk relèvent quatre principaux éléments qui menacent d'aggraver l'activité économique mondiale déjà ralentie : le pétrole, les marchés financiers, la consommation et le krach. Nous reprendrons les trois premiers, en ajoutant à cette lecture le problème de la sécurité qui a de fortes chances de marquer profondément l'avenir, particulièrement celui du tourisme.

Le pétrole

Arme politique par excellence depuis la guerre du Yom Kippour en 1973, le pétrole est une matière première dont l'usage a été généralisé, sinon universalisé depuis les trente dernières années. Les Américains consomment à eux seuls près de 25 % de la production mondiale. La crise, puis la guerre du Golfe en 1991, ont d'ailleurs montré combien cette ressource constituait un enjeu stratégique de taille. L'histoire a d'ailleurs montré qu'en temps de crise politique touchant le Moyen-Orient (révolution iranienne de 1979, guerre Iran-Irak à partir de 1980, guerre du Golfe), le prix des hydrocarbures a tendance à augmenter par crainte d'une diminution de la production. En temps de crise économique cependant, c'est la tendance inverse qui apparaît. La diminution de la demande, réelle ou anticipée, agit à la baisse sur les prix. Quand nous observons simultanément les deux types de situation (crise politique et crise économique), le prix gagne en volatilité, bien qu'en l'absence de nouvelles attaques il tende à se stabiliser. Ainsi, le cours du baril de brut est passé de 27,5 à 30,5 \$US le 11 septembre 2001, mais il est par la suite retombé autour de 29 \$US et les économistes anticipent une baisse des prix sur le marché à terme avant la traditionnelle hausse de l'hiver. À long terme, le cours du pétrole, déterminant pour l'économie en général et pour le secteur du tourisme en particulier, dépend plus des fluctuations économiques que des crises politiques. Cette analyse est juste seulement dans la mesure où aucun nouvel acte terroriste ne frappe les États-Unis dans la prochaine année.

Les marchés financiers

Une nouvelle dégradation importante des marchés financiers occidentaux n'est pas de nature à donner aux détenteurs d'actions le sentiment de richesse propice à la consommation qui a

contribué à la croissance de l'économie, surtout américaine, au cours des années 1990. Une comparaison avec la guerre du Golfe prend encore une fois toute sa pertinence. En plus du ralentissement économique que nous avons déjà évoqué, cette période était marquée par une surévaluation des marchés boursiers et des taux d'intérêts qui, bien que toujours élevés (autour de 10 %), amorçaient une tendance à la baisse. L'invasion du Koweït par l'Irak avait précipité, plus tôt que prévu, l'économie américaine en récession à cause de la chute radicale de la confiance des consommateurs et de la flambée des cours du pétrole.

Si, d'un point de vue strictement financier, le drame du 11 septembre n'a rien de spectaculaire comparé à d'autres attentats (World Trade Center en 1993, Oklahoma City en 1995), il frappe cependant l'imaginaire en touchant directement la première bourse mondiale, contraignant le New York Stock Exchange à fermer durant quatre jours. Jamais, depuis la Première Guerre mondiale, la bourse de New York n'avait suspendu ses activités aussi longtemps. Les conséquences psychologiques, qui dépassent l'objet de cet article, ne sont donc pas à négliger.

La consommation

L'effet psychologique d'une crise est difficile à déterminer. D'un point de vue économique cependant, il conduit éventuellement à une baisse de la consommation : « *Une mentalité de bunker pourrait alors s'installer et un scénario de cataclysme devenir dominant, effaçant ainsi toute prévision d'une reprise au printemps 2002* »³. La consommation des ménages représente justement l'élément moteur sur lequel s'appuyait l'économie américaine pour éviter de tomber en récession durant la première moitié de l'année 2001. Avec la baisse de la demande, exacerbée par un marché financier en baisse, on assiste en quelque sorte à une réédition du scénario de la guerre du Golfe, avec des conséquences marquées pour certains secteurs très sensibles aux risques politiques et aux conjonctures économiques comme ceux du voyage, du transport et de l'hébergement (Stafford et Sarrasin, 2000).

Or, la guerre du Golfe montre justement qu'une crise est, par définition, de courte durée ; la récession américaine avait alors duré huit mois, soit l'une des plus courtes de son histoire. Bien que, avant les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis étaient entrés dans une phase d'ajustement structurel – notamment pour résoudre la crise de surinvestissement, comme l'ont fait le Japon à partir de 1990 et les pays de l'Asie du Sud-Est à partir de 1998 –, le contexte est cependant fort différent de celui du début de 1990. Les gouvernements ont repris un certain contrôle des leviers monétaire et fiscal. De plus, comme nous l'avons déjà souligné, les cours pétroliers sont en baisse, les taux d'intérêts sont à leur plus bas niveau depuis quarante ans et les gouvernements – surtout américain – interviennent directement et massivement dans l'économie depuis le 11 septembre. Toutes ces conditions forment la base d'un scénario de reprise économique durant le deuxième semestre de l'année 2002. Mais le ni-

veau élevé d'incertitude politique et les coûts liés directement aux attentats – comme celui de la sécurité – peuvent rendre parfaitement caduc ce type d'analyse.

Sécurité et tourisme

Quiconque travaille dans l'industrie du tourisme, en particulier dans les zones où la demande est fortement concentrée dans le temps ou dans l'espace, sait combien la perception qu'ont les touristes de leur destination et de son environnement (économique, politique et social) est un élément déterminant de la demande. Le tourisme présente par conséquent une vulnérabilité extrême aux conjonctures nationales et internationales. Comme nous l'avons souligné, il serait bien hasardeux de nous lancer dans une analyse de la psychologie du touriste en temps de crise, mais il est clair que la notion de sécurité prend une place particulièrement importante.

Ce que les Occidentaux vivent (ou ce dont ils prennent conscience) depuis les attentats du 11 septembre, c'est qu'aucun pays n'est à l'abri des risques de violence. Ce qu'ont produit des attentats d'une telle envergure est un sentiment de crainte et un risque de chaos (ce qui serait effectivement le cas si d'autres attentats de cette nature étaient perpétrés). Le résultat est clair et les effets sur le tourisme sont incontournables : on évite de se déplacer et de voyager, avec les effets directs qu'on a pu observer sur le transport aérien par exemple.

En 1991, lors de la guerre du Golfe, le chiffre d'affaires des voyagistes avait chuté de moitié, les chaînes hôtelières et les transporteurs aériens avaient subi de lourdes pertes⁴. Cette situation a touché au premier chef les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour une raison fort simple : plus de 80 % de l'économie mondiale dépend des pays les plus riches. Il est clair qu'une grande partie des effets touche ces pays, particulièrement lors d'un ralentissement économique. Mais en 1991, comme aujourd'hui d'ailleurs, la zone des pays arabes est particulièrement touchée par les conséquences et, surtout, l'origine des attentats. Des pays comme le Maroc, la Tunisie ou l'Égypte, qui ont misé fortement sur le tourisme depuis les vingt-cinq dernières années et qui sont politiquement et économiquement tournés vers l'Occident, ont comme seule alternative l'ouverture de leur marché à la demande intérieure. Tout comme les effets de la guerre du Golfe avaient conduit à une chute de 50 % des nuitées dans les hôtels marocains, on confond rapidement pays arabe avec terrorisme : « *En deux jours, nous avons enregistré, pour la seule Égypte, 100 annulations* », s'étonne Emmanuel Foiry, directeur général de Kuoni France. Cette peur touche tous les pays dans la mesure où « *la sensation d'insécurité est globale*, estime Frédéric Battut. *Plus aucune référence n'est valable, depuis que les États-Unis, réputés sûrs, se sont révélés fragiles*⁵ ».

Nous ne reprendrons pas dans cet article tous les effets négatifs que de tels événements peuvent avoir sur l'industrie touris-

tique. Des annulations de nuitées, de vols, de forfaits ont touché tous les pays depuis le 11 septembre. Cette contraction de la demande a cependant mené à une chute des prix dont l'effet ne semble pas négligeable : « *la notion de prix est importante : il y a toujours un mixte entre le prix à payer et la peur générée par l'événement. Et à partir d'un certain coût, l'attrait de la bonne affaire est plus fort que la peur* ». La demande peut effectivement contribuer rapidement à ramener un certain équilibre dans l'industrie touristique. Comme le montre le tableau 1, qui présente l'évolution des touristes américains au Québec durant la crise économique de 1990, les différentes périodes de crises sont généralement suivies d'une reprise dans les années suivantes. Ce tableau montre, par exemple, que la baisse des arrivées de touristes des États-Unis au Québec, observée en 1990 et en 1991, s'était résorbée lentement de 1993 à 1995.

Une reprise plus ou moins rapide de la demande touristique – si aucun autre attentat ne se matérialise – laisse tout de même cette industrie devant un problème de croissance des coûts. Baisser les prix pour relancer la demande est une stratégie de court terme d'autant plus risquée que les coûts d'assurances et de sécurité – dans les aéroports, les avions, aux frontières, etc. – font de la crise conjoncturelle un problème éventuellement structurel pour le tourisme. Cette situation est fort différente de la guerre du Golfe que nous avons évoquée tout au long du présent article. L'augmentation de la sécurité en général, et dans l'industrie touristique en particulier, est un investissement non productif, c'est-à-dire qu'il ne permettra pas, à terme, de faire des gains de productivité, donc de réduire les coûts. Cette situation n'aide en rien la fragilité économique des entreprises de cette industrie, notamment en période de récession comme c'est actuellement le cas, et nous oblige à considérer à plus long terme les difficultés auxquelles pourrait faire face cette industrie.

Conclusion : d'un scénario à l'autre

La conjonction d'une crise économique et d'une crise politique d'une certaine ampleur est assez rare dans les pays occidentaux (du moins dans les trente dernières années). Dans la situation actuelle, quatre scénarios semblent possibles (illustrés au tableau 2) :

1. Le premier scénario est celui du « Business as usual » ; il suppose la continuité des choses après un choc passager. C'est un scénario à dominance économique. Sa durée devrait être d'environ dix-huit mois ; si la crise « classique » a débuté en novembre 2000, la reprise devrait se faire en mai 2002. C'est un scénario TERNE, mais c'est celui de l'optimisme. Le tourisme devrait connaître, en moyenne un recul annuel d'environ -10 % ou -15 %⁷.
2. Le deuxième scénario est celui de l'adaptation : les activités terroristes vont continuer sur une période assez longue, la reprise économique sera lente et graduelle. C'est un scénario GRIS

à dominance politique. Les effets sur l'industrie touristique seront déplorables ; la décroissance annuelle serait de l'ordre de -20 % ou -25 % en moyenne.

3. Le scénario 3 est un scénario NOIR. Les pays occidentaux doivent faire face à une dépression économique profonde⁸. Selon Bernard Rosier, « *La dépression s'amplifie sans qu'aucun des mécanismes classiquement considérés comme facteurs de reprise ne semble se mettre en action ; le système économique paraît incapable de cheminer vers une reprise, de lui-même, c'est-à-dire à partir du jeu de ses propres structures selon le processus classique* ». C'est un scénario à dominance économique ; il serait provoqué par l'épuisement de la vague technologique et un profond grippage des échanges internationaux. Dans ce cas, le tourisme connaîtrait des pertes extrêmement importantes, pertes qui pourraient hypothéquer fortement son développement. Ce scénario amènerait un repli sur soi et une valorisation inattendue des destinations régionales et nationales.
4. Le quatrième scénario est un scénario TRÈS NOIR, à dominance politique ; c'est un scénario catastrophique. C'est la conjonction d'une intensification des activités terroristes et d'une dépression économique profonde. Cette crise majeure pourrait durer de trois à cinq années. Les répercussions sur le tourisme seraient désastreuses. L'industrie touristique connaîtrait des changements profonds ; tout serait à repenser, tout serait à revoir.

Quel scénario privilégier ? Il semble que le scénario 1 soit déjà dépassé ; il est peu probable que la destruction du World Trade Center soit un choc passager. Les conséquences psychologiques (la hantise de la sécurité) et politiques (la poursuite d'une guerre larvée) sont profondes et durables.

Dans le scénario 2, l'adaptation au terrorisme sera un obstacle important (peut-être même infranchissable ?) ; il y aura un rétrécissement de l'espace touristique et donc des possibilités de voyager.

Dans un certain sens, le scénario 3 est le moins dommageable pour le tourisme dans la mesure où les personnes qui voyagent ont généralement de bons revenus leur permettant de satisfaire leurs besoins dans ce domaine. Ce scénario provoquerait une baisse très importante du tourisme de masse et un certain retour à l'élitisme dans le secteur des voyages et des vacances.

Le scénario 4 amènerait la fin du tourisme tel qu'on le connaît aujourd'hui ; tout serait à redéfinir, à refaire.

Le scénario le plus probable semble le scénario 3 ; les sommes énormes allouées à la sécurité sous toutes ses formes auront pour effet de rendre les transports sécuritaires dans certaines zones touristiques et à certaines conditions. Les coûts de la sécurité seront répercutés sur les prix des transports et les rendront plus dispendieux, donc moins accessibles.

Tableau 1
Les effets de la crise économique de 1990 sur les arrivées des touristes des États-Unis au Québec ; la comparaison des taux de croissance des mêmes mois pour des années différentes

Année	Nombre de mois de baisse par rapport au même mois de l'année précédente	%	Le taux mensuel de décroissance le plus élevé
1990	12/12	100 %	- 8,9
1991	12/12	100 %	- 15,9
1992	9/12	75 %	- 16,4
1993	3/12	25 %	- 6,7
1994	7/12	58 %	- 5,5
1995	1/12	8 %	- 0,1

TABLEAU 2
Les scénarios de l'évolution du tourisme dans les prochaines années

Les scénarios		La situation politique	
		Reprise des activités terroristes	
		NON	OUI
La situation économique	Crise « classique »	1 18 mois	2 18 à 24 mois
	Crise longue (dépression)	3 24 à 36 mois	4 36 à 60 mois

Les évènements actuels nous montrent (si besoin est) que le tourisme n'est pas une industrie à part, qu'il est profondément ancré dans les structures socio-économiques et que sa survie et son développement sont fortement déterminés par les tensions et les conflits qui agitent les sociétés.

Jean Stafford est professeur et **Bruno Sarrasin** chargé de cours, tous deux au Département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM.

Notes

- 1 Cité dans Bruno Abescat, Georges Dupuy et Corinne Lhaïk (2001), « L'engrenage de la récession », *L'Express*, 20 septembre.
- 2 Voir Edward Luttwak (2001), « Nous engageons une vraie révolution géopolitique », *L'Express*, propos recueillis par Michel Faure, 4 octobre.
- 3 Cité dans Gérard Bérubé (2001), « Si l'histoire se répète », *Le Devoir*, 6-7 octobre, p. B4.

- 4 Laurier Cloutier (2001), « Hôtels. Le pire résultat depuis la guerre du Golfe », *La Presse*, 5 octobre, p. D2.
- 5 Corinne Scemama (2001), « Le spectre de l'après-Golfe », *L'Express*, 20 septembre.
- 6 Cité dans François Bostnavaron (2001), « Les professionnels du tourisme s'efforcent de ne pas céder au pessimisme », *Le Monde*, édition électronique.
- 7 Selon l'OMT, la croissance annuelle des arrivées internationales passerait de 3 % à 1,5 % en 2001-2002 (d'après M. Francesco Frangialli, secrétaire général de l'OMT, à la 14e Assemblée générale à Osaka, le 1er octobre 2001).
- 8 Voir, à ce sujet, Pierre Arbour (2001), « Ce n'est pas la récession mais la dépression qui nous guette », *Le Devoir*, 26 octobre.

Bibliographie

Dufour, Jean-Louis (1996), *Les crises internationales de Pékin – 1900 à Sarajevo – 1995*, Paris : Éditions complexe.

Rosier, Bernard (1987), *Les théories des crises économiques*, Paris : Éditions La Découverte, p. 50.

Stafford, Jean, Charles Bélanger, et Bruno Sarrasin (1996), *Développement et tourisme au Maroc*, Montréal : L'Harmattan.

Stafford, Jean, et Bruno Sarrasin (2000), *La prévision-prospective en gestion*, Ste-Foy : Presses de l'Université du Québec.